

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 26/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

ZIGNAGO VETRO BROSSE SAS

34, rue Théodule Gérin
76390 Vieux-Rouen-Sur-Bresle

Références : UDRD.2024.11.T.827
Code AIOT : 0005801049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement ZIGNAGO VETRO BROSSE SAS implanté 34, rue Théodule Gérin 76390 Vieux-Rouen-sur-Bresle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets aqueux au point de rejet D du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZIGNAGO VETRO BROSSE SAS
- 34, rue Théodule Gérin 76390 Vieux-Rouen-sur-Bresle
- Code AIOT : 0005801049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise fabrique des contenants en verre pour l'industrie du luxe, principalement pour la parfumerie, pour des spiritueux, et pour la cosmétique. L'entreprise ex-Verrerie Brosse a rejoint le groupe Zignago Vetro, qui compte à présent 4 usines en Europe, dont une seule en France. Le site emploie environ 260 salariés, plus 80 intérimaires, et fonctionne 24/24h et 7/7j. Le jour de la visite, l'activité du site fonctionnait en 3x8 au lieu de 5x8.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Demande d'action corrective	15 jours
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 08/08/2016, article 6-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du contrôle inopiné des effluents aqueux au point de rejet D réalisé les 22 et 23 octobre 2024 ne font pas apparaître d'écart par rapport aux valeurs limites de rejet fixées dans l'arrêté préfectoral d'exploitation du 9 août 2016.

Par ailleurs il a été vérifié pendant cette visite le respect par l'exploitant de son programme d'autosurveillance. Plusieurs manquements ont été observés en 2023 et 2024 quant à l'absence de transmission des résultats d'autosurveillance, ce qui a conduit l'inspection des installations classées à déclencher deux contrôles inopinés en 2024. Toutefois, l'ensemble des résultats d'analyses, relevant de ces contrôles inopinés ou de l'autosurveillance de 2024 sont conformes. Il est rappelé à l'exploitant que les résultats des analyses conduites doivent impérativement être transmises à l'inspection des installations classées via l'outil GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ZIGNAGO VETRO dispose d'un canal de mesures au point de rejet dit « rejet D » au sud du bâtiment de production. Le rejet s'effectue dans le milieu naturel dans un fossé qui rejoint ensuite la Bresle.</p> <p>Le laboratoire FLANDRE ANALYSES, retenu pour le contrôle inopiné, a pu y installer son matériel de prélèvement le 22 octobre 2024. Le débit de rejet mesuré par l'exploitant était de l'ordre de 0,2 à 0,3 m³ par heure. Le laboratoire a donc programmé le prélèvement d'eau pendant 24 h sur la base de 80 ml pompés tous les 0,032 m³ pour atteindre 150 prélèvements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle inopiné

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 23 octobre, le laboratoire FLANDRE ANALYSES a déposé son matériel après s'être assuré du volume suffisant pour ses analyses et a constitué les échantillons à cet effet.</p> <p>Le débit mesuré après 24 h est de 5,9 m³ cohérent avec le débit annoncé par l'exploitant de 0,2 à 0,3 m³/heure</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation quant à la constitution des échantillons.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle inopiné

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2016, article 6-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limite en concentration et flux définies au point de rejet D</p>

Constats :

Les résultats d'analyses du contrôle inopiné ont été transmis le 15 novembre.

Aucun écart n'a été constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Constats :

D'après les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 août 2016, l'exploitant exerce une autosurveillance au point D sur les paramètres suivants :

en continu, Température, pH, résistivité, débit

suivant une périodicité semestrielle par un organisme agréé : MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures, sulfates, nitrates, nitrites, azote global, fluorure, aluminium, baryum, zinc.

Par ailleurs l'arrêté préfectoral du 8 février 2016 (dit AP "RSDE") prescrivait le suivi des paramètres zinc et cuivre tous les trimestres pendant 30 mois avec la possibilité d'actualiser cette surveillance au vu des résultats.

Les extractions GIDAF font apparaître que l'exploitant a transmis une analyse complète reprenant l'ensemble des paramètres ci-dessus en février 2023 puis mars 2024. Des résultats partiels (débit, résistivité, MES, pH, T°, DCO, Zn, Cu) ont été transmis en juin 2023, novembre 2023.

Les périodicités de l'autosurveillance n'ont donc pas été respectées ce qui a déclenché pour l'année 2024 deux contrôles inopinés pour l'exploitant.

En visite d'inspection, l'exploitant a communiqué un rapport d'analyse du 28 et 29 août 2024.

Au final, l'ensemble des rapports d'analyse de 2023 et 2024 communiqués ne montre pas d'écart.

Par ailleurs, d'après les analyses de l'exploitant de février 2023 et celles des contrôles inopinés des 22/10/24, 28/08/24 et 03/10/23, la concentration en cuivre est inférieure à la limite de quantification du laboratoire (10 µg/L). Sa surveillance peut donc être stoppée.

Dans ces conditions, le cadre de surveillance peut être simplifié en conservant uniquement le contrôle de tous les paramètres de l'arrêté préfectoral du 8 août 2016 avec des analyses par un laboratoire agréé à une périodicité semestrielle.

Il est demandé à l'exploitant de valider cette proposition sous 15 jours et veiller à respecter les périodicités des contrôles. L'arrêté préfectoral sera mis à jour à l'occasion d'une actualisation ultérieure, le cadre GIDAF sera mis à jour par l'inspection en supprimant le suivi du paramètre Cuivre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>En visite d'inspection, l'exploitant a communiqué un rapport d'analyse du 28 et 29 août 2024 qui n'a pas été déposé sur GIDAF suite à un problème de transmission.</p> <p>L'exploitant doit impérativement déposer sur la plateforme numérique GIDAF les résultats de son autosurveillance. En cas de problème, il peut s'aider des tutoriels en ligne (https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/tutoriels-gidaf). Il est recommandé de privilégier le téléchargement du masque de saisie de la déclaration à remplir puis importer ce tableau plutôt qu'une saisie directe.</p> <p>Il est demandé de déposer les résultats d'analyse d'août 2024 sous 15 jours, afin de vérifier également la levée des problèmes de saisie GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours